

Commission paritaire pour le secteur francophone, germanophone de l'aide sociale et des soins de santé - CP 332

Convention collective de travail du 25 février 2022 relative à l'octroi de la prime de fin d'année au personnel des secteurs dépendant de la Région wallonne

Chapitre I : Champ d'application

Article 1^{er}

§1. La présente convention collective de travail s'applique aux travailleurs et aux employeurs des centres de coordination de soins et services à domicile, des centres de service social, des services d'insertion sociale, des services de médiation de dettes, des centres et services de promotion de la santé, des réseaux et associations d'aide et de soins spécialisés en assuétudes, des centres de télé-accueil, des centres de planning et de consultation familiale et conjugale, des services de santé mentale et autres services d'aide sociale et de santé qui ressortissent à la Commission paritaire 332 pour le secteur francophone, germanophone de l'aide sociale et des soins de santé et qui sont subventionnés par la Région wallonne.

§2. Par « travailleurs », on entend le personnel ouvrier et employé, tant féminin que masculin.

§3. La présente convention collective de travail donne exécution à l'accord-cadre tripartite intersectoriel du secteur non-marchand wallon 2021-2024 du 26 mai 2021, dont découle le protocole d'accord conclu le 25 février 2022 entre les partenaires sociaux de la commission paritaire 332 annexé à la présente convention. Les montants repris dans cette convention collective incluent également les montants issus des accords tripartites précédents du secteur non-marchand wallon.

Chapitre II : Montants et modes de calcul

Article 2

§1. Les centres de coordination de soins et services à domicile, les centres de service social, les services d'insertion sociale, les services de médiation de dettes, les centres et services de promotion de la santé, les réseaux et associations d'aide et de soins spécialisés en assuétudes, des centres de télé-accueil, les centres de planning et de consultation familiale et conjugale et autres services d'aide sociale et de santé qui ressortissent à la Commission paritaire 332 pour le secteur francophone, germanophone de l'aide sociale et des soins de santé et qui sont subventionnés par la Région wallonne sont tenus d'attribuer une prime de fin d'année à leurs travailleurs composée d'une partie forfaitaire, majorée d'une partie variable.

§2. A partir du 1^{er} janvier 2022, la valeur de la partie forfaitaire est de 853,22 €, à l'exception des centres de télé-accueil et des centres de planning et de consultation familiale et conjugale pour lesquels la valeur de la partie forfaitaire est de 886,28 €.

§3. La partie variable s'élève à 2,5% de la rémunération annuelle brute indexée du travailleur. Par rémunération annuelle brute indexée, on entend le produit de la multiplication par douze de la rémunération brute barémique indexée due au travailleur concerné pour le mois d'octobre de l'année considérée, à l'exclusion de toutes autres primes, suppléments ou indemnités.

Article 3

§1. Les services de santé mentale sont tenus d'attribuer une prime de fin d'année à leurs travailleurs composée de la somme de deux parties forfaitaires, majorée de la somme de deux parties variables.

§2. A partir du 1^{er} janvier 2022, la première partie forfaitaire issue des précédents accords du non-marchand est de 486,87 €, augmentée de la deuxième partie forfaitaire de 780,13 € prévue conformément aux dispositions de l'article 1811 du Code réglementaire wallon de l'action sociale et de la santé.

§3. Les deux parties variables sont prévues conformément aux dispositions de l'article 1811 du Code réglementaire wallon de l'action sociale et de la santé. La 1^{ère} partie variable s'élève à 2,5% de la rémunération annuelle brute indexée du travailleur. Par rémunération annuelle brute indexée, on entend le produit de la multiplication par douze de la rémunération brute barémique indexée due au travailleur concerné pour le mois d'octobre de l'année considérée, à l'exclusion de toutes autres primes, suppléments ou indemnités. La 2^{ème} partie variable s'élève à 7% de la rémunération mensuelle brute due pour le mois d'octobre, avec les deux corrections suivantes :

- elle est portée à 179,27 € (brut indexé au 1^{er} janvier 2022) si le résultat du calcul est inférieur à ce montant ;
- elle est limitée à 358,53 € (brut indexé au 1^{er} janvier 2022) si le résultat du calcul est supérieur à ce montant.

Chapitre III : Dispositions diverses

Article 4 - Liquidation

§1. La prime de fin d'année est liquidée dans le courant du mois de décembre de l'année considérée ou dans le mois au cours duquel le travailleur quitte l'établissement. La première année considérée pour l'octroi des montants repris dans cette convention collective est l'année 2022.

§2. Les montants issus de l'accord-cadre tripartite intersectoriel du secteur non-marchand wallon 2021-2024 du 26 mai 2021 seront versés aux travailleurs pour autant que le gouvernement ait pris les dispositions nécessaires auprès de l'AVIQ et du SPW Intérieur et Action sociale permettant la liquidation aux services des financements nécessaires.

§3. Pour les secteurs des services de santé mentale, le versement aux travailleurs des montants fixes et variables relatifs aux dispositions prévues à l'article 1811 du Code réglementaire wallon de l'action sociale et de la santé est conditionné au maintien de ces dispositions dans le CRWASS ainsi qu'à la liquidation effective des financements nécessaires par l'AVIQ aux employeurs concernés.

Article 5 - Proratisation

§1. La totalité du montant de cette prime est octroyée au travailleur lié par un contrat de travail comportant des prestations de travail complètes effectives ou assimilées et qui a bénéficié de son salaire complet pendant toute la période de référence.

§2. Les prestations de travail assimilées sont celles visées aux articles 16 et 41 de l'arrêté royal du 30 mars 1967 déterminant les modalités générales d'exécution des lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés.

§3. La période de référence est la période allant du 1^{er} janvier au 30 septembre inclus de l'année considérée. Chaque mois de travail effectif ou assimilé pendant la période de référence donne droit à un neuvième de la prime octroyée conformément aux dispositions des articles 2 et 3. On entend par mois, tout engagement ayant pris cours avant le seizième jour du mois.

§4. Lorsque le travailleur à temps-plein ne peut bénéficier du montant total de la prime parce qu'il a été engagé ou qu'il a quitté l'établissement au cours de la période de référence, le montant de la prime est fixé au prorata des prestations de travail effectuées ou assimilées pendant la période de référence.

§5. Le montant de la prime est calculé pour le travailleur occupé à temps-partiel au prorata de la durée des prestations de travail qu'il a ou aurait effectuées au cours de la période de référence.

Article 6 - Indexation

§1. Considérant la loi du 23 avril 2015 concernant la promotion de l'emploi modifiant l'article 3bis de l'Arrêté royal du 24 décembre 1993 portant exécution de la loi du 6 janvier 1989 de sauvegarde de la compétitivité du pays, les montants des parties forfaitaires des primes de fin d'année s'obtiennent en majorant la partie forfaitaire de l'année précédente d'un pourcentage variant conformément à l'évolution de l'indice santé lissé selon le calcul suivant : partie forfaitaire de l'année précédente multipliée par l'indice santé lissé du mois d'octobre de l'année considérée divisé par l'indice de santé lissé du mois d'octobre de l'année précédente, arrondi à 4 décimales. Le calcul final est arrondi à 2 décimales.

§2. Les montants de référence repris dans cette convention sont indexés dès 2022 sur base du calcul de référence ci-dessus. L'indice de santé lissé d'octobre 2021 (année de base 2013) est de 110,53.

Article 7

La prime de fin d'année n'est pas due aux travailleurs licenciés pour motif grave.

Article 8

La présente convention collective de travail ne s'applique pas aux travailleurs qui bénéficient déjà d'une prime de fin d'année au moins équivalente à celle stipulée dans la présente convention collective de travail.

Chapitre IV : Dispositions finales

Article 9

La présente convention collective ^{de travail} remplace pour les champs d'application qui la concernent les CCT suivantes :

1. La convention collective de travail du 18 octobre 2019 relative à l'octroi de l'allocation de fin d'année au personnel des secteurs dépendant de la Région wallonne en exécution de l'accord non-marchand tripartite wallon 2018 – 2020 (n° 155329/CO/332)
2. La convention collective de travail du 29 novembre 2019 modifiant la convention collective de travail du 18 octobre 2019 relative à l'octroi de l'allocation de fin d'année au personnel des secteurs dépendant de la Région wallonne en exécution de l'accord non marchand tripartite wallon 2018 – 2020 (n° 156009/CO/332)

Article 10

§1. La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1^{er} janvier 2022 et elle est conclue pour une durée indéterminée.

§2. Elle peut être revue ou dénoncée par l'une des parties signataires moyennant un ^{délai de} préavis de 3 mois notifié par lettre recommandée à la poste, au président de la Commission paritaire pour le secteur francophone et germanophone de l'aide sociale et des soins de santé.

§3. Conformément à l'article 14 de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, en ce qui concerne la signature de cette convention collective, les signatures des personnes qui la concluent au nom des organisations de travailleurs d'une part et au nom des organisations d'employeurs d'autre part, sont remplacées par le procès-verbal de la réunion approuvé par les membres et signé par le président et le secrétaire.

^{de travail}

CP 332 – COMMISSION PARITAIRE POUR LE SECTEUR FRANCOPHONE ET GERMANOPHONE DE L'AIDE SOCIALE ET DES SOINS DE SANTE

ANNEXE DE LA CONVENTION COLLECTIVE DU 25 FÉVRIER 2021 RELATIVE À L'OCTROI DE LA PRIME DE FIN D'ANNÉE AU PERSONNEL DES SECTEURS DÉPENDANT DE LA RÉGION WALLONNE

PROTOCOLE D'ACCORD DU 25 FÉVRIER 2022 RELATIF À LA MISE EN ŒUVRE DES MESURES DANS LE CADRE DES ANM RW 2021-2024

Dans le cadre des accords du secteur non-marchand de la région wallonne 2021-2024, les partenaires sociaux de la CP332 se sont accordés le 24 septembre 2021 sur trois mesures pour l'utilisation de l'enveloppe budgétaire. Celles-ci sont : la revalorisation salariale de l'ensemble du personnel, une harmonisation partielle des primes de fin d'année, et des réductions collectives du temps de travail pour les travailleurs âgés de 55 ans et plus avec embauche compensatoire.

Concernant la revalorisation salariale applicable à l'ensemble du personnel :

En date du 25 février 2022, les partenaires sociaux de la commission paritaire 332 ont signé une convention collective de travail augmentant les barèmes des travailleurs des secteurs wallons relevant de cette commission paritaire.

Les partenaires sociaux s'accordent sur le fait que cette augmentation barémique s'inscrit dans la trajectoire budgétaire des ANM wallons 2021-2024.

Afin d'en garder trace, les partenaires sociaux précisent que la revalorisation barémique vise à compenser un pourcentage du delta entre les barèmes applicables avant le 1^{er} janvier 2022 dans la commission paritaire 332 pour les secteurs wallons et les barèmes IFIC applicables pour certains secteurs de la commission paritaire 330 compétente pour les institutions de soins. En effet, certaines fonctions étant assimilables, les partenaires sociaux ont eu la volonté de compenser cet écart afin de réduire la concurrence entre les secteurs relevant de la CP330 et de la CP332. L'objectif est également d'accomplir une première étape vers un futur passage au modèle salarial IFIC des secteurs wallons de la CP332, dès que des moyens budgétaires auront été débloqués par les autorités à cette fin.

De plus, les partenaires sociaux ont appliqué la progressivité dans cette augmentation afin de revaloriser davantage les salaires les plus bas.

Barèmes cibles IFIC utilisés pour définir la trajectoire budgétaire de chaque métier ainsi que le pourcentage du delta entre les barèmes CP332 et IFIC appliqués à chaque métier

Dénomination	Barème	Cible IFIC	% Delta
A. Personnel de statut « employé »			
Personnel de Direction			
Directeur – coordinateur	1/80	16	66,50%
Personnel administratif			
Licencié - Master	1/80	16	66,50%
Gradué - Bachelier	1/55 – 1/61 – 1/77	14	49,50%
Secrétaire de direction non gradué	1/39	13	26%
Rédacteur	1/50	12	36%
Commis	1/26	10	53%
Rédacteur comptable	1/31	13	21%
Personnel psycho – médico – social			
Licencié - Master	1/80	16	66,50%
Assistant Social en Chef	1/78s	15	35%
Infirmier en santé communautaire (« infirmier social »)	1/55 – 1/61 – 1/77 (+2ans)	15	18%
Gradué – Bachelier avec spécialisation (ex. spécialisé en psychiatrie)	1/55 – 1/61 – 1/77 (+2ans)	15	18%
Assistant Social	1/55 – 1/61 – 1/77	14	49,50%
Coordinateur de services et de soins à domicile	1/55 – 1/61 – 1/77	14	49,50%
Infirmier gradué	1/55 – 1/61 – 1/77	14	49,50%
Gradué, bachelier, conseiller conjugal, médiateur, accueillant, animateur ou compétences acquises pas l'expérience, et agréées comme telles par le pouvoir subsidiant	1/55 – 1/61 – 1/77	14	49,50%
Infirmier breveté	1/43 – 1/55	13	56%
Educateur classe II	1/43 – 1/55	13	56%
Assistant soins hospitaliers	1/40 – 1/57	12	59%
Aide-sanitaire	1/35	11	65%
Puériculteur	1/35	11	65%
Personnel logistique			
Agent gestionnaire technique	1/54	12	58%
B. Personnel de statut « ouvrier »			
Ouvrier non qualifié	1/12	4	63%
Ouvrier qualifié	1/22	8	95%
Ouvrier polyvalent	1/30	9	100%

Concernant l'harmonisation partielle des primes de fin d'année :

Au vu de la grande différence des montants des primes de fin d'année entre les sous-secteurs wallons de la commission paritaire 332, les partenaires sociaux ont signé une convention collective de travail, en date du 25 février 2022, harmonisant partiellement les montants de ces primes de fin d'année afin que ceux-ci atteignent au minimum le montant de la prime de fin d'année du secteur des centres de coordination (CCSSD). Pour les secteurs ayant déjà une prime de fin d'année égale ou supérieure à celle des CCSSD, il n'y a pas de revalorisation prévue (CPF, CCSSD, SSM, CTA) dans le cadre des accords non-marchands wallons 2021-2024.

Les partenaires sociaux s'accordent sur le fait que cette harmonisation s'inscrit dans la trajectoire budgétaire des ANM wallons 2021-2024.

Concernant la réduction collective du temps de travail avec maintien du salaire et embauche compensatoire pour les travailleurs en fin de carrière :

Les partenaires sociaux ont pour ambition d'atterrir sur un accord et de signer une CCT réduisant collectivement le temps de travail des travailleurs en fin de carrière. Cette mesure vise à réduire la pénibilité et à améliorer les conditions de travail.

Pour les centres de coordination, il est prévu de réduire le temps de travail hebdomadaire conventionnel à 32h à partir de 58 ans. Pour les autres secteurs wallons de la commission paritaire 332, il est prévu une réduction progressive du temps de travail hebdomadaire conventionnel à 36h à partir de 55 ans, à 34h à partir de 58 ans, et à 32h à partir de 60 ans.

La mesure prévoit que la réduction du temps de travail soit compensée par de l'embauche compensatoire permettant ainsi une continuité de l'aide actuellement proposée par le secteur ambulatoire tout en évitant que la charge de travail ne se reporte sur les autres travailleurs de l'institution.

Collectieve arbeidsovereenkomst van 25 februari 2022 betreffende de toekenning van een eindejaarspremie aan het personeel van de sectoren die afhangen van het Waals Gewest

Hoofdstuk I: Toepassingsgebied

Artikel 1

§1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werknemers en werkgevers van de centra voor zorgcoördinatie en thuisverzorging, de centra voor maatschappelijk werk, de diensten voor sociale inschakeling, de diensten voor schuldbemiddeling, de centra en diensten voor de bevordering van de gezondheid, de hulp- en zorgverleningsnetwerken en diensten gespecialiseerd in verslavingen, de centra voor tele-onthaal, de centra voor levens- en gezinsvragen, de diensten voor geestelijke gezondheidszorg en andere diensten voor sociale en gezondheidshulp die ressorteren onder het Paritair Comité 332 voor de Franstalige en Duitstalige welzijns- en gezondheidssector en die gesubsidieerd worden door het Waals Gewest.

§2. Onder "werknemers" verstaat men zowel de mannelijke als vrouwelijke arbeiders en bedienden.

§3. Deze collectieve arbeidsovereenkomst geeft uitvoering aan het intersectoraal tripartiete kaderakkoord van de Waalse non-profitsector 2021-2024 van 26 mei 2021, dat heeft geresulteerd in het protocolakkoord van 25 februari 2022 tussen de sociale partners van paritair comité 332 dat als bijlage bij deze overeenkomst is gevoegd. De bedragen opgenomen in deze collectieve overeenkomst omvatten tevens de bedragen die voortvloeien uit de vorige tripartiete akkoorden van de Waalse non-profitsector.

Hoofdstuk II: Bedragen en wijze van berekening

Artikel 2

§1. De centra voor zorgcoördinatie en thuisverzorging, de diensten voor geestelijke gezondheidszorg, de centra voor maatschappelijk werk, de diensten voor sociale inschakeling, de diensten voor schuldbemiddeling, de centra en diensten voor de bevordering van de gezondheid, de hulp- en zorgverleningsnetwerken en diensten gespecialiseerd in verslavingen, de centra voor teleonthaal, de centra voor levens- en gezinsvragen en andere diensten voor sociale en gezondheidshulp, die ressorteren onder het Paritair Comité 332 voor de Franstalige en Duitstalige welzijns- en gezondheidssector PC 332 en die gesubsidieerd worden door het Waals Gewest, moeten aan hun werknemers een eindejaarspremie toekennen die bestaat uit een forfaitair gedeelte, verhoogd met een variabel gedeelte.

§2. Met ingang van 1 januari 2022, bedraagt de waarde van het forfaitair gedeelte 853,22 €, met uitzondering van de centra voor tele-onthaal en de centra voor gezinsplanning en de centra voor levens- en gezinsvragen waarvoor de waarde van het forfaitair gedeelte 886,28 € bedraagt.

§3. Het variabele gedeelte bedraagt 2,5% van het geïndexeerde bruto-jaarloon van de werknemer. Onder geïndexeerd bruto-jaarloon verstaat men het product van de vermenigvuldiging met twaalf van het geïndexeerd baremiek brutoloon, verschuldigd aan de betrokken werknemers voor de maand oktober van het betreffende jaar, maar met uitsluiting van alle andere premies, toeslagen of vergoedingen.

Artikel 3.

§1. De diensten voor geestelijke gezondheidszorg moeten een eindejaarspremie toekennen aan hun werknemers die bestaat uit de som van de twee forfaitaire gedeelten, verhoogd met de som van de twee variabele gedeelten.

§2. Met ingang van 1 januari 2022, bedraagt het eerste forfaitair gedeelte dat resulteert uit de vorige akkoorden van de non-profitsector 486,87 €, verhoogd met het tweede forfaitair gedeelte van 780,13 € vastgesteld overeenkomstig de bepalingen van artikel 1811 van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid.

§3. De twee variabele gedeelten worden vastgesteld overeenkomstig de bepalingen van artikel 1811 van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid. Het 1ste variabel gedeelte bedraagt 2,5% van het geïndexeerd bruto-jaarloon van de werknemer. Onder geïndexeerd bruto-jaarloon verstaat men het product van de vermenigvuldiging met twaalf van het geïndexeerd baremiek brutoloon, verschuldigd aan de betrokken werknemers voor de maand oktober van het betreffende jaar, maar met uitsluiting van alle andere premies, toeslagen of vergoedingen. Het 2de variabel gedeelte bedraagt 7% van het bruto-maandloon dat verschuldigd is voor de maand oktober, met de twee volgende correcties:

- het wordt op 179,27 € gebracht (bruto geïndexeerd op 1 januari 2022) indien het resultaat van deze berekening lager is dan dit bedrag;
- het wordt begrensd op 358,53 € (bruto geïndexeerd ^{op} 1 januari 2022) indien het resultaat van deze berekening hoger is dan dit bedrag;

HOOFDSTUK III. - Diverse bepalingen

Artikel 4 - Uitbetaling

§1. De eindejaarspremie wordt uitbetaald in de loop van de maand december van het betreffende jaar of in de loop van de maand waarin de werknemer het bedrijf verlaat. Het eerste jaar dat in aanmerking wordt genomen voor de toekenning van de bedragen vermeld in deze collectieve overeenkomst is het jaar 2022.

§2. De bedragen die voortvloeien uit het intersectoraal tripartiete akkoord van de Waalse non-profitsector 2021-2024 van 26 mei 2021 zullen aan de werknemers worden betaald, voor zover de regering de noodzakelijke maatregelen heeft genomen bij de AVIQ en bij de "SPW Intérieur et Action Sociale" die de mogelijkheid bieden de nodige financieringen aan de diensten te vereffenen.

§3. Voor de sectoren van de diensten van de geestelijke gezondheidszorg, hangt de betaling aan de werknemers van de vaste en variabele bedragen in verband met de bepalingen bedoeld in artikel 1811 van het Waals Reglementair Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid af van het behoud van deze bepalingen in de CRWASS alsook van de effectieve financiering door AVIQ aan de betreffende werknemers.

Artikel 5 - Proratisering

§1. Het totale bedrag van deze premie wordt toegekend aan de werknemer die verbonden is ~~met~~ een arbeidsovereenkomst die gelijkgestelde of effectieve prestaties inhoudt ~~en~~ die tijdens de volledige referteperiode zijn volledige loon heeft . . . ontvangen.

§2. De gelijkgestelde arbeidsprestaties zijn deze bedoeld in de artikelen 16 en 41 van het koninklijk besluit van 30 maart 1967 tot bepaling van de algemene uitvoeringsmodaliteiten van de wetten betreffende de jaarlijkse vakantie van de werknemers.

§3. De referteperiode loopt van 1 januari tot en met 30 september van het betreffende jaar. Elke effectieve of gelijkgestelde gewerkte maand tijdens de referteperiode geeft recht op een negende van de premie toegekend volgens de bepalingen van de artikelen 2 en 3. Onder maand wordt verstaan: elke verbintenis die is aangegaan voor de zestiende kalenderdag van de maand.

§4. Wanneer de voltijdse werknemer geen recht heeft op het totale bedrag van de uitkering omdat hij werd aangeworven of omdat hij de instelling heeft verlaten in de loop van de referteperiode, wordt het bedrag van de premie vastgelegd in verhouding tot de duur van de geleverde of gelijkgestelde arbeidsprestaties tijdens de referteperiode.

§5. Het bedrag van de eindejaarspremie voor de deeltijds tewerkgestelde werknemer wordt berekend naar rata van de duur van de arbeidsprestaties die de werknemer in de loop van de referteperiode heeft of zou hebben gepresteerd.

Artikel 6 - Indexering

§1. Gelet op de wet van 23 april 2015 tot verbetering van de werkgelegenheid en tot wijziging van artikel 3bis van het koninklijk besluit van 24 december 1993 tot uitvoering van de wet van 6 januari 1989 tot vrijwaring van 's lands concurrentievermogen, worden de bedragen van de forfaitaire delen van de eindejaarstoelagen bekomen door het forfaitaire deel van het voorgaande jaar te verhogen met een percentage dat varieert conform de evolutie van de afgevlakte gezondheidsindex berekend op de volgende wijze : Het forfaitaire gedeelte van het voorgaande jaar vermenigvuldigd met de afgevlakte gezondheidsindex van oktober van het betreffende jaar gedeeld door de afgevlakte gezondheidsindex van oktober van het jaar voordien, afgerond op 4 decimalen. De eindberekening wordt op 2 decimalen afgerond.

§2. De referentiebedragen opgenomen in deze overeenkomst worden geïndexeerd vanaf 2022 op basis van de bovenstaande referentieberekening. De afgevlakte gezondheidsindex oktober 2021 (basis 2013) is 110,53.

Artikel 7

De eindejaarspremie is niet verschuldigd aan de werknemers die worden ontslagen wegens dringende redenen.

Artikel 8

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is niet van toepassing op de werknemers die reeds een eindejaarspremie genieten die minstens gelijkwaardig is aan diegene die is bepaald in deze collectieve arbeidsovereenkomst.

Hoofdstuk IV: Slotbepalingen

Artikel 9

Deze collectieve arbeidsovereenkomst vervangt de volgende CAO's voor de toepassingsgebieden die er betrekking op hebben:

1. De collectieve arbeidsovereenkomst van 18 oktober 2019 betreffende de toekenning van een eindejaarstoelage aan het personeel van de sectoren die afhangen van het Waals Gewest met uitvoering van het tripartiete akkoord voor de Waalse non-profitsector 2018-2020 (nr. 155329/CO/332)
2. De collectieve arbeidsovereenkomst van 29 november 2019 tot wijziging van de collectieve arbeidsovereenkomst van 18 oktober 2019 betreffende de toekenning van een eindejaarstoelage aan het personeel van de sectoren die afhangen van het Waals Gewest met uitvoering van van het tripartiete akkoord voor de Waalse non-profitsector 2018 – 2020

Artikel 10

§1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst gaat in op 1 januari 2022 en wordt gesloten voor onbepaalde tijd.

§2. Ze kan herzien of opgezegd worden door één van de ondertekenende partijen mits een opzeggingstermijn van 3 maanden per ^{post}aangetekend schrijven wordt betekend aan de voorzitter van het Paritair Comité voor de Franstalige en Duitstalige welzijns- en gezondheidssector.

§3. Overeenkomstig artikel 14 van de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités worden, voor wat betreft de ondertekening van deze collectieve arbeidsovereenkomst, de handtekeningen van de personen die deze aangaan namens de werknemersorganisaties enerzijds en namens de werkgeversorganisaties anderzijds, vervangen door de notulen van de vergadering die zijn ondertekend door de voorzitter en de secretaris en goedgekeurd door de leden.

PC 332 - PARITAIR COMITE VOOR DE FRANSTALIGE EN DUITSTALIGE WELZIJS- EN GEZONDHEIDSSECTOR

BIJLAGE VAN DE COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST VAN 25 FEBRUARI 2022 BETREFFENDE DE TOEKENNING VAN EEN EINDEJAARSPREMIE AAN HET PERSONEEL VAN DE SECTOREN DIE AFHANGEN VAN HET WAALS GEWEST

PROTOCOLAKKOORD VAN 25 FEBRUARI 2022 BETREFFENDE DE TENUITVOERLEGGING VAN DE MAATREGELEN IN HET KADER VAN DE NPA WG 2021-2024

In het kader van de akkoorden van de non-profitsector van het Waals Gewest 2021-2024, zijn de sociale partners van PC 332 het op 24 september 2021 eens geworden over drie maatregelen voor het gebruik van de begrotingsenveloppe. Het gaat om: de herwaardering van de lonen van alle personeelsleden, een gedeeltelijke harmonisering van de eindejaarspremie en collectieve verminderingen van de arbeidstijd voor de werknemers van 55 jaar en ouder met compenserende aanwervingen.

In verband met de herwaardering van de lonen die van toepassing is op alle personeelsleden:

op 25 februari 2022 hebben de sociale partners van het paritair comité 332 een collectieve arbeidsovereenkomst ondertekend tot verhoging van de barema's van de werknemers uit de Waalse sectoren die ressorteren onder dit paritair comité.

De sociale partners komen overeen dat deze harmonisering aansluit op het begrotingstraject van de Waalse NPA's 2021-2024.

Om in de toekomst nog te weten waarover het gaat, verduidelijken de sociale partners dat de herwaardering van de barema's tot doel heeft om een percentage te compenseren van de delta tussen de barema's die voor 1 januari 2022 van toepassing waren in het paritair comité 332 voor de Waalse sectoren en de IFIC barema's van toepassing voor bepaalde sectoren van het paritair comité 330 bevoegd voor de gezondheidsinrichtingen. Omdat bepaalde functies assimileerbaar zijn, wilden de sociale partners deze kloof compenseren om de concurrentie te verminderen tussen de sectoren die afhangen van PC 330 en PC 332. Het is ook de bedoeling om een eerste fase af te ronden in de richting van de toekomstige overstap naar het IFIC loonmodel van de Waalse sectoren van PC 332, zodra de overheden de budgettaire middelen hiertoe zullen vrijgemaakt hebben.

Bovendien hebben de sociale partners progressiviteit toegepast bij deze verhoging om vooral de laagste lonen te herwaarderen.

IFIC doelbarema's gebruikt om het begrotingstraject te bepalen van elke functie alsook het percentage van de delta tussen de barema's PC 332 en IFIC toegepast op elke functie

Benaming	Barema	Doelbarema IFIC	% Delta
A. Personeel met het statuut "bediende"			
Directiepersoneel			
Directeur - coördinator	1/80	16	66,50%
Administratief personeel			
Licentiaat - Master	1/80	16	66,50%
Gegradueerde - Bachelor	1/55 - 1/61 - 1/77	14	49,50%
Niet-gegradueerde directiesecretaris	1/39	13	26%
Opsteller	1/50	12	36%
Klerk	1/26	10	53%
Rekenplichtige opsteller	1/31	13	21%
Psychologisch, medisch en sociaal personeel			
Licentiaat - Master	1/80	16	66,50%
Hoofd sociaal assistent	1/78s	15	35%
Verpleegkundige communautaire gezondheid ("sociaal verpleger")	1/55 - 1/61 - 1/77 (+2jaar)	15	18%
Gegradueerde – Bachelor met specialisatie (bv. gespecialiseerd in psychiatrie)	1/55 - 1/61 - 1/77 (+2jaar)	15	18%
Sociaal assistent	1/55 - 1/61 - 1/77	14	49,50%
Coördinator van diensten en thuisverzorging	1/55 - 1/61 - 1/77	14	49,50%
Gegradueerd verpleger	1/55 - 1/61 - 1/77	14	49,50%
Gegradueerde, adviseur voor huwelijksproblemen, bemiddelaar, bachelor , onthaalpersoneel, animator of competenties verworven door ervaring en als zodanig erkend door de subsidiërende overheid	1/55 - 1/61 - 1/77	14	49,50%
Gebrevetteerd verpleger	1/43 - 1/55	13	56%
Opvoeder Klasse II	1/43 - 1/55	13	56%
Verpleegassistent	1/40 - 1/57	12	59%
Hulpverpleegkundige	1/35	11	65%
Kinderverzorger	1/35	11	65%
Logistiek personeel			
Technisch agent beheerder	1/54	12	58%
B. Personeel met het statuut "arbeider"			
Ongeschoold arbeider	1/12	4	63%
Geschoold arbeider	1/22	8	95%
Polyvalent arbeider	1/30	9	100%

Betreffende de gedeeltelijke harmonisering van de eindejaarspremie:

In het licht van het grote verschil in de bedragen van de eindejaarspremies tussen de Waalse subsectoren van paritair comité 332, ondertekenden de sociale partners op 25 februari 2022 een collectieve arbeidsovereenkomst, die de bedragen van deze premies gedeeltelijk harmoniseert, zodat ze minstens het bedrag van de eindejaarspremie voor de sector van de coördinatiecentra (CCSSD) bereiken. Voor de sectoren waar reeds een eindejaarspremie bestaat die gelijk is aan of hoger ligt dan die van de CCSSD, is er geen herwaardering gepland (CPF, CCSSD, SZ, CTA) in het kader van de Waalse non-profitakkoorden 2021-2024.

De sociale partners komen overeen dat deze harmonisering aansluit op het begrotingstraject van de Waalse NPA's ~~2021-2024~~.

In verband met de vermindering van de collectieve vermindering van de arbeidstijd met loonbehoud en de compenserende aanwerving voor de werknemers aan het einde van hun loopbaan:

~~De~~ sociale partners willen een akkoord bereiken en een CAO ondertekenen betreffende een collectieve vermindering van de arbeidstijd van de werknemers aan het einde van hun loopbaan. Deze maatregel doelt op het verlichten van de zwaarte van het werk en het bevorderen van de arbeidsomstandigheden.

Voor de coördinatiecentra wordt voorzien in een vermindering van de wekelijkse conventionele arbeidstijd tot 32u vanaf 58 jaar. Voor de andere Waalse sectoren van paritair comité ³³² is een geleidelijke vermindering van de wekelijkse conventionele arbeidstijd gepland tot 36 uur vanaf 55 jaar, tot 34 uur vanaf 58 jaar, en tot 32 uur vanaf 60 jaar.

De maatregel voorziet in de compensatie van de vermindering van de arbeidstijd door compenserende aanwervingen, waardoor de continuïteit van de momenteel door de ambulante sector geboden hulp wordt gewaarborgd en wordt voorkomen dat de werklust wordt verlegd naar andere werknemers van de instelling.